



CHAPITRE 52

CHAPTER 52

Loi modifiant la charte de la cité de Montréal

An Act to amend the charter of the city of Montréal

[Sanctionnée le 22 février 1955]

[Assented to, the 22nd of February, 1955]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite cité qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées, et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1899,
c. 58,
a. 21m,
remp.

1. L'article 21m de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 12 George V, chapitre 105, article 2, est de nouveau remplacé par l'article suivant:

Chefs de service suspendus sur rapport du comité.

"21m. Tous les chefs de service sont nommés, suspendus ou destitués par le conseil sur rapport du comité exécutif. Ce rapport ne peut être amendé. Il ne peut être rejeté qu'à la majorité absolue du conseil."

1899,
c. 58,
a. 21n,
remp.

2. L'article 21n, tel qu'inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, par l'article 5 de la cédule "B" de la loi 11 George V, chapitre 112, est remplacé par l'article suivant:

Soumissions pour dépenses excédant \$5,000.

"21n. Des soumissions doivent être demandées dans tous les cas où la dépense à encourir excède cinq mille dollars, excepté dans le cas où, sur recommandation du

Preamble.

WHEREAS the city of Montréal has, by its petition, represented that it is in the interest of the said city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 62 Victoria, chapter 58, and the acts amending it be further amended, and whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 21m of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 12 George V, chapter 105, article 2, is again replaced by the following article:

"21m. All heads of departments are appointed, suspended or dismissed by the council on a report of the executive committee. Such report cannot be amended. It can only be rejected by an absolute majority of the council."

2. Article 21n, as inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, by article 5 of the schedule "B" of the act 11 George V, chapter 112, is replaced by the following article:

"21n. Tenders must be called for in all cases where the expenditure to be incurred exceeds five thousand dollars, except when it is otherwise decided on a

Tenders for expenses exceeding \$5,000.

directeur des services, approuvée par le comité exécutif et le conseil, il en sera décidé autrement.

Forma-
lités.

Les formalités se rapportant aux soumissions sont déterminées de temps à autre par le comité exécutif, mais un délai d'au moins huit jours doit être donné entre la date de la publication dans les journaux de l'annonce demandant les soumissions et la date fixée pour la réception d'icelles.

Soumis-
sions
adressées
au comité.

Les soumissions doivent, dans tous les cas, être adressées au comité exécutif, et être ouvertes en séance, à l'endroit et à l'heure spécifiés dans les annonces, et non autrement.

Ouverture des
soumis-
sions.

Le directeur du service intéressé et les soumissionnaires ou leurs représentants auront droit d'être présents lors de l'ouverture de telles soumissions.

Travaux
à la
journée.

Néanmoins, le conseil conserve le pouvoir d'autoriser le comité exécutif à faire exécuter à la journée des travaux municipaux de quelque nature que ce soit."

1940,
c. 75,
a. 26,
ramp.

Travaux
en régie.

3. L'article 26 de la loi 4 George VI, chapitre 75, est remplacé par le suivant:

"**26.** Le comité exécutif peut faire exécuter les travaux en régie sans le consentement du conseil, lorsque le coût de l'ouvrage n'excède pas dix mille dollars."

1899,
c. 58,
a. 300,
am.

Jeux de
boules,
etc.

4. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par des lois subséquentes, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 23, par le paragraphe suivant:

"23. Pour défendre, permettre moyennant permis ou réglementer les jeux de boules (pin-ball machines), les jeux de billard, pool, trou-madame, quilles, bagatelle et les salles de tir."

b) en remplaçant de nouveau le paragraphe 44, par le suivant:

Architec-
ture, etc.

"44. Pour, sur certaines rues, parties ou sections de certaines rues ou à tout endroit quelconque, réglementer et déterminer différemment selon les endroits, l'architecture et le nombre d'étages des constructions, de même que les dimensions, la localisation, la disposition, la salubrité, le mode de construction et les matériaux de constructions ou d'une partie quelconque

recommendation of the director of departments, approved by the executive committee and the council.

The formalities in connection with tenders shall be fixed from time to time by the executive committee, but a delay of at least eight days must be allowed between the date of the publication in the newspapers of the advertisement calling for tenders and the date fixed for receiving the same.

Formal-
ities.

The tenders must in every case be addressed to the executive committee, and be opened at a sitting held at the place and hour specified in the advertisement, and not otherwise.

Tenders
addressed
to com-
mittee.

The head of the department interested, and the tenderers or their representatives shall have the right to be present when the tenders are opened.

Opening
of tenders.

Nevertheless, the council shall retain the power to authorize the executive committee to have the municipal works of any kind done by day labour."

Work
done by
day.

3. Article 26 of the act 4 George VI, chapter 75, is replaced by the following:

1940,
c. 75,
a. 26,
replaced.

"**26.** The executive committee may have work done by day labour without the council's consent, when the cost of the work does not exceed ten thousand dollars."

Work
by day
labour.

4. Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by subsequent statutes, is further amended:

1899,
c. 58,
a. 300,
am.

a. by replacing paragraph 23 thereof, by the following paragraph:

"23. To prohibit, license by means of permits or regulate pin-ball machines, billiards, pools, trou-madame, bowling alleys, bagatelle and shooting galleries."

Pin-ball
machines,
etc.

b. by again replacing paragraph 44 thereof, by the following:

"44. To regulate and determine differently according to the location, in certain streets, parts or sections of certain streets or at any place whatsoever, the architecture and the number of stories of buildings as well as the dimensions, situation, lay out, salubrity, the method of construction and the materials of buildings or any part thereof and specially of buildings, cellars,

Architec-
ture, etc.

d'une construction, et particulièrement des bâtiments, caves, sous-sol, drains, tuyaux d'égoûts, cheminées, appareils de chauffage et murs, qu'ils soient mitoyens, intérieurs ou extérieurs; pour obliger les propriétaires ou constructeurs d'édifices ou bâtiments d'une certaine superficie de plancher à réserver l'espace requis comme garage ou à aménager des unités de stationnement à l'extérieur, ou les deux à la fois; pour obliger tout propriétaire à faire une ouverture dans la porte extérieure principale de toute habitation, même déjà construite, permettant au facteur d'y introduire le courrier; pour obliger celui qui veut faire une construction, une reconstruction, une réparation, une modification ou un agrandissement à en soumettre le plan à l'inspecteur des bâtiments et à obtenir au préalable de lui un certificat écrit d'approbation; pour empêcher toute construction, reconstruction, réparation, modification ou agrandissement non conformes, les faire cesser et pourvoir même à la démolition.”;

c) en en remplaçant de nouveau le paragraphe 44a, par le suivant:

“44a. Pour classer les constructions et établissements; pour diviser la municipalité en zones dont le nombre, la forme et la superficie paraissent convenables; pour, dans ces zones, parties ou sections de certaines zones ou sur certaines rues, parties ou sections de certaines rues ou à tout endroit quelconque, réglementer et restreindre différemment selon les endroits, l'usage et l'occupation des terrains, le genre, la destination, l'occupation et l'usage des constructions pouvant être érigées, de même que le maintien, la reconstruction, la modification, la réparation, l'agrandissement, la destination, l'occupation et l'usage des constructions déjà érigées, sauf alors indemnité, s'il y a lieu, aux propriétaires, locataires ou occupants ayant des droits acquis, laquelle indemnité doit être fixée par trois arbitres dont un nommé par la cité, un par l'intéressé et le troisième par les deux premiers et, à défaut d'entente, par un juge de la Cour de magistrat; pour prescrire la superficie des lots, la proportion qui peut être occupée par les constructions, le nombre d'unités de stationnement qui doivent y être aménagées, l'espace devant être réservé entre les cons-

basements, drains, sewer pipes, chimneys, heating systems and walls whether they are party walls, inside or outside; to compel the owners or constructors of buildings or constructions with a certain floor surface to reserve the space required for a garage or to lay out parking units, outside or both at the same time, to compel every owner to have an opening made in the main outer door of any house, even already built, to enable the postman to insert the mail; to compel any one who wishes to execute a construction, reconstruction, repair, alteration or enlargement to submit the plan thereof to the building inspector and to previously obtain from him a written certificate of approval; to prohibit any construction, reconstruction, repair, alteration or enlargement not conforming thereto, to have them cease and even to provide for their demolition.”;

c. by again replacing paragraph 44a thereof, by the following:

“44a. To classify buildings and establishments; to divide the municipality into zones, whose number, shape and area seem suitable; to regulate and restrict differently according to the location in such zones, parts or sections of certain zones or in certain streets, parts or sections of certain streets or at any place whatsoever, the use and occupation of lands, the kind, destination, occupation and use of buildings which may be erected as well as the maintenance, reconstruction, alteration, repair, enlargement, destination, occupation and use of buildings already erected, saving the indemnity, if any, payable to the owners, lessees or occupants, having vested rights, which indemnity must be determined by three arbitrators, one to be appointed by the city, one by the interested party and the third by the two former and, in default of agreement, by a judge of the Magistrate's Court, to prescribe the area of lots, the proportion thereof which may be occupied by the buildings, the number of parking units which are to be laid out, the space to be left between the buildings and between the buildings and the line of streets, lanes,

Construc-
tions et
zonage.

Buildings
and
zoning.

tructions et entre les constructions et la ligne de rues, ruelles, places ou parcs publics; pour empêcher toute construction, reconstruction, modification, réparation, destination, occupation et tout agrandissement et usage non conforme, les faire cesser et pourvoir même à la démolition de la construction.”;

d) en y ajoutant, après le paragraphe 99, l’alinéa suivant:

Lots distincts.

“Aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée une construction avec ses dépendances ne forme un ou des lots distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l’article 2175 du Code civil.

Terres en culture.

Les dispositions du présent article ne s’appliquent pas aux constructions pour fins agricoles, sur des terres en culture.”;

e) en ajoutant après le paragraphe 145c, tel qu’édicte par la loi 2 George VI, chapitre 105, article 4, le paragraphe suivant:

Vendeurs d’essence, etc.

“145d. Nonobstant toute disposition législative ou réglementaire inconciliable, pour réglementer à la seule majorité des membres présents à une assemblée du conseil municipal de la cité de Montréal, les jours et les heures d’ouverture et de fermeture des établissements ou parties d’établissements où l’on vend de l’essence, des lubrifiants, ou des pièces de rechange pour les véhicules automobiles.”

1899, c. 58, a. 307, remp.

5. L’article 307 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 63 Victoria, chapitre 49, article 9, et 15 George V, chapitre 92, article 20, est de nouveau remplacé par le suivant:

Peine pour infraction aux règlements.

“307. Le conseil peut imposer, dans chacun des règlements qu’il a droit de faire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte, pour toute et chaque infraction auxdits règlements, soit une amende avec ou sans frais, et si c’est une amende avec ou sans les frais, il pourra ordonner l’emprisonnement à défaut de paiement immédiat de ladite amende avec ou sans les frais, suivant le cas, mais à l’exception des cas pour lesquels il est autrement prescrit dans la présente

public places or parks, to prohibit any construction, reconstruction, alteration, repair, destination, occupation and any enlargement and usage not in conformity, to have them cease and even provide for the demolition of the construction.”;

d. by adding thereto, after paragraph 99, the following sub-paragraph:

Distinct lots.

“No building permit shall be granted unless the land on which shall be erected every projected construction with its dependencies form one or more distinct lots on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in conformity with article 2175 of the Civil Code.

The provisions of this article shall not apply to constructions for agricultural purposes on lands under cultivation.”;

Farm lands.

e. by adding thereto after paragraph 145c, as enacted by the act 2 George VI, chapter 105, section 4, the following paragraph:

“145d. Notwithstanding any in consistent legislative or regulating provision, to regulate by the sole majority of the members present at a meeting of the municipal council of the city of Montréal, the days and hours of opening and closing of the establishments or part of establishments where are sold gasoline, lubricants or spare parts for motor vehicles.”

Establishments selling gasoline, etc.

5. Article 307 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the acts 63 Victoria, chapter 49, section 9, and 15 George V, chapter 92, section 20, is again replaced by the following:

1899, c. 58, a. 307, replaced

“307. The council may impose, by any by-law which may be enacted in accordance with the powers granted to it by this charter, for every infraction of such by-laws, either a fine with or without costs or imprisonment, and if it is a fine with or without costs, may provide for imprisonment in default of immediate payment of such fine with or without costs according to the circumstances, but save where otherwise expressly provided in this charter, such fine shall not exceed one hundred

Penalty for infraction of by-laws.

charte, cette amende ne devra pas excéder cent dollars (\$100.00) et l'emprisonnement ne devra pas durer plus de soixante jours; et, quand c'est pour défaut de paiement de l'amende, ou de l'amende et des frais que l'emprisonnement est ordonné, cet emprisonnement cessera dès que ladite amende ou lesdits amende et frais auront été payés."

dollars (\$100.00) and such imprisonment shall not be for a longer period than sixty days; and where such imprisonment is ordered in default of payment of the fine, or of the fine and costs, it shall cease on payment of the said fine or fine and costs."

1899,
c. 58,
a. 307b,
remp.

6. L'article 307b de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 4 Edouard VII, chapitre 49, article 9, est remplacé par l'article suivant:

6. Article 307b of the act 62 Victoria, 1899, chapter 58, as enacted by the act 4 c. 58, Edward VII, chapter 49, section 9, is replaced by the following article:

Prescription.

"307b. Nulle poursuite pour infraction à un règlement municipal ne peut être intentée après l'expiration de six mois à compter de la date de la commission de l'infraction, excepté lorsqu'il s'agit d'une infraction à une disposition d'un règlement de zonage, relative à l'occupation d'un bâtiment, infraction pour laquelle le droit de poursuivre en vertu du règlement ne se prescrit que par un an."

"307b. No prosecution for the infringement of a municipal by-law may be instituted after the expiration of six months counting from the date on which such infringement was committed, except in the case of an infringement of a provision of a zoning by-law relating to the occupancy of a building, infringement for which the right to prosecute under the by-law shall be prescribed after one year only."

Prescription.

1899,
c. 58,
a. 307c,
remp.

7. L'article 307c de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 10 George V, chapitre 86, section 3, et remplacé par les lois 13 George V, chapitre 91, section 6; 19 George V, chapitre 97, section 15, et 22 George V, chapitre 105, section 15, est de nouveau remplacé par le suivant:

7. Article 307c of the act 62 Victoria, 1899, chapter 58, as enacted by the act 10 c. 58, George V, chapter 86, section 3, and replaced by the acts 13 George V, chapter 91, section 6; 19 George V, chapter 97, section 15, and 22 George V, chapter 105, section 15, is again replaced by the following:

replaced.

Amende maximum.

"307c. L'amende que la cité peut imposer, pour toute et chaque infraction à ses règlements, peut être pour un maximum de deux cents dollars, lorsqu'il s'agit de règlements adoptés en vertu des paragraphes 25, 40, 41, 42, 43 et 166 de l'article 300 de la charte et en vertu de la loi 11 George V, chapitre 79, article 55, aujourd'hui Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 85, article 15, au lieu d'être pour un maximum de cent dollars, tel que prévu à l'article 307 de la charte."

"307c. The fine which the city may levy for any and each infraction of its by-laws may be for a maximum of two hundred dollars in the case of by-laws passed under paragraphs 25, 40, 41, 42, 43 and 166 of article 300 of the charter and in virtue of the act 11 George V, chapter 79, section 55, now the Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 85, article 15, instead of being for a maximum of one hundred dollars, as provided by article 307 of the charter."

Maximum fine.

1899,
c. 58,
a. 307d,
remp.

8. L'article 307d de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 23 George V, chapitre 123, section 15, est remplacé par le suivant:

8. Article 307d of the act 62 Victoria, 1899, chapter 58, as enacted by the act 23 c. 58, George V, chapter 123, section 15, is replaced by the following:

replaced.

Amende
maxi-
mum.

"307d. L'amende que la cité peut imposer pour toute et chaque infraction à ses règlements, peut être pour un maximum de deux cents dollars au lieu d'être pour un maximum de cent dollars tel que prévu par l'article 307 de la présente loi, et la période d'emprisonnement à défaut de paiement de l'amende peut être pour un maximum de six mois de calendrier au lieu d'être pour un maximum de soixante jours, tel que prévu audit article, lorsqu'il s'agit de personnes trouvées errant ou flânant la nuit, dans les rues ou ruelles ou champs ou autres endroits de la cité, et qui ne pourront rendre un compte satisfaisant d'elles-mêmes, ou refuseront de le faire."

"307d. The fine which the city may impose for any and each infraction of its by-laws may be for a maximum of two hundred dollars instead of being for a maximum of one hundred dollars, as provided by article 307 of this act, and the term of imprisonment in default of payment of the fine may be for a maximum of six calendar months instead of being for a maximum of sixty days, as provided by the said article, in the case of persons found strolling or loitering at night in the streets, lanes, fields, yards or other places in the city and who cannot satisfactorily account for their presence there or refuse to do so."

Maxi-
mum fine.

1899,
c. 58,
a. 363,
am.

9. L'article 363 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par des lois 1 Edouard VII, chapitre 43, section 1; 6 George V, chapitre 44, section 15; 8 George V, chapitre 84, section 32; 22 George V, chapitre 105, section 19; 25-26 George V, chapitre 112, section 4; 1 George VI, chapitre 103, section 41; 5 George VI, chapitre 73, section 28, et 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, section 14, est de nouveau modifiée en y ajoutant, après le dernier alinéa, l'alinéa suivant:

Occupant
expulsé,
libéré de
la taxe
d'affaires.

"Tout occupant d'un local exproprié par la cité qui est forcé d'évacuer les lieux du fait de telle expropriation, après la date où la cité en est devenue propriétaire par prise de possession préalable ou autrement, est libéré du paiement de la taxe d'affaires quant à ce local pour la proportion à courir de l'exercice financier en cours, à compter de la date où il a définitivement évacué les lieux. S'il a, à cette date, déjà payé la taxe pour l'exercice financier entier, il a droit à un remboursement proportionnel, ou aux avantages prévus par le présent article au cas où il occuperait un autre local sujet à la taxe d'affaires au cours du reste de l'exercice financier."

9. Article 363 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 1 Edward VII, chapter 43, section 1; 6 George V, chapter 44, section 15; 8 George V, chapter 84, section 32; 22 George V, chapter 105, section 19; 25-26 George V, chapter 112, section 4; 1 George VI, chapter 103, section 41; 5 George VI, chapter 73, section 28, and 1-2 Elizabeth II, chapter 65, section 14, is further amended by adding, thereto after the last subparagraph, the following sub-paragraph:

"Any occupant of premises expropriated by the city who is obliged to evacuate the premises due to the fact of such expropriation, after the date when the city has become owner thereof through prior possession or otherwise, is freed from the payment of the business tax concerning the premises for the proportion to run of the fiscal year in course, as of the date when such person has definitely evacuated the premises. If such person has on that date already paid the tax for the whole fiscal year, he shall have the right to a proportional reimbursement, or to the advantages provided in the present article if he occupies other premises subject to the business tax in the course of the remainder of the fiscal year."

Expulsed
occupant,
freed
from
business
tax.

1899,
c. 58,
titre de
sec. XVII,
remp.

10. Le titre de la section XVII de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 5 George VI, chapitre 73, article 31, est de nouveau remplacé par le suivant:

10. The title of section XVII of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 5 George VI, chapter 73, section 31, is again replaced by the following:

1899,
c. 58,
titre of
sec. XVII,
replaced.

"De l'estimateur, des rôles d'évaluation, de contributions foncières et de perception des taxes municipales et scolaires.

1. De l'estimateur."

1899,
c. 58,
a. 373,
remp.

11. L'article 373 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 1 George V, chapitre 60, article 20, et 1 George VI, chapitre 103, article 49, et modifié par les lois 2 George VI, chapitre 105, article 10, et 5 George VI, chapitre 73, article 32, est de nouveau remplacé par l'article suivant:

Service
créé.

"373. 1. Un service administratif est créé sous le nom de Service des estimations de la cité.

Directeur.

2. Le conseil, sur rapport du comité exécutif, nomme le directeur de ce service qui est connu et désigné comme l'estimateur de la cité. Il prend rang parmi les directeurs de services et il en a les prérogatives et responsabilités.

Personnel.

3. L'estimateur de la cité choisit, nomme et remplace, avec l'approbation du comité exécutif, tout le personnel dont il a besoin pour l'assister dans l'accomplissement des devoirs qui lui incombent en vertu de la loi et des règlements.

Estimateur
adjoint.

4. Il choisit et nomme, avec l'approbation du comité exécutif, un estimateur-adjoint qui, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de l'estimateur, agit en son lieu et place avec la même autorité et le même effet.

Devoirs,
etc.

5. Tous les devoirs et obligations imposés par la loi ou les règlements aux estimateurs sont accomplis par le service des estimations sous le contrôle, la surveillance et la responsabilité de l'estimateur de la cité. Ce dernier remplit tous les devoirs imposés par la loi au chef estimateur et au président du bureau des estimateurs.

Exception.

6. Dans le recrutement et la nomination du personnel du service des estimations comme dans la répartition du travail entre les membres de ce personnel, l'estimateur de la cité et le comité exécutif ne sont pas tenus de se conformer aux dispositions de l'article 27 de la loi 32 Victoria, chapitre 16.

Deux per-
sonnes
non re-
quises.

7. Nonobstant toutes dispositions contraires ou incompatibles dans la loi et les

"The assessor, the valuation, the real estate assessment and the municipal and school tax rolls.

1. The assessor."

11. Article 373 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the acts 1 George V, chapter 60, article 20, and 1 George VI, chapter 103, article 49, and amended by the acts 2 George VI, chapter 105, article 10, and 5 George VI, chapter 73, article 32, is again replaced by the following article:

"373. 1. An administrative department is created under the name of Assessment Department of the city.

Depart-
ment
created.

2. The council, on report of the executive committee, appoints the director of this department who is known and designated as the city assessor. He shall take rank with the directors of departments and he shall have the prerogatives and responsibilities thereof.

Director.

3. The city assessor shall choose, appoint and replace, with the approval of the executive committee, all the personnel he shall require to assist him in the carrying out of the duties invested in him in virtue of the law and the by-laws.

Personnel.

4. He shall choose and appoint, with the approval of the executive committee, an assistant assessor who, in the case of absence or inability to act of the assessor, shall act in his stead and place with the same authority and the same effect.

Assistant
assessor.

5. All the duties and obligations imposed by the law or the by-laws to the assessors' department, under the control, the supervision and the responsibility of the city assessor. The latter shall fulfill all the duties imposed by law upon the chief assessor and to the chairman of the board of assessors.

Duties,
etc.

6. In the recruiting and the appointment of the personnel of the assessment department as in the distribution of the work between the members of this personnel, the city assessor and the executive committee are not held to abide by the provisions of article 27 of the act 32 Victoria, chapter 16.

Excep-
tion.

7. Notwithstanding any provision contrary to or inconsistent with the law and

Two per-
sons not
required.

règlements, il n'est pas nécessaire qu'au moins deux personnes agissent ensemble lors de la confection d'un rôle d'évaluation ou d'un rôle supplémentaire.

Exécution du travail. 8. Il appartient à l'estimateur de la cité de déterminer conformément à la loi par qui et comment doit être exécuté le travail assigné par la loi aux estimateurs, et tout ce qui est ainsi fait par un de ses subordonnés est réputé avoir été fait par l'estimateur.

Extraits des rôles. 9. L'estimateur peut autoriser un ou plusieurs de ses assistants à émettre et à certifier des extraits de tous rôles préparés et dressés en vertu de la présente loi.

Normes de valeurs. 10. Les normes de valeur que l'estimateur a adoptées conformément à la loi pour l'évaluation des immeubles lorsqu'il a dressé le rôle d'évaluation doivent servir par la suite jusqu'au dépôt d'un nouveau rôle pour toute entrée à ce rôle et pour les rôles supplémentaires.

Permutations. 11. A compter de la sanction de la présente loi, le chef estimateur deviendra l'estimateur de la cité et les estimateurs et autres employés du département des estimateurs deviendront membres du personnel du service des estimations.

Dispositions applicables. Les articles 21*m* et 21*o* et toutes les autres dispositions de la charte relatives aux employés municipaux s'appliquent à l'estimateur de la cité et au personnel du service des estimations."

1899, c. 58, a. 374, remp.

Serments requis.

12. L'article 374 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"374. Avant d'entrer en fonction, l'estimateur et l'estimateur-adjoint prêtent le serment suivant devant le maire ou le greffier de la cité:

"Je, A. B., nommé estimateur (ou estimateur-adjoint) pour la cité de Montréal déclare sous serment que je remplirai les devoirs d'estimateur (ou d'estimateur-adjoint) suivant la loi, avec fidélité, impartialité, honnêteté et diligence. Ainsi Dieu me soit en aide."

Avant d'entrer en fonction, les membres du personnel du service des estimations de la cité prêtent devant le maire ou le greffier de la cité le serment suivant:

the by-laws, it shall not be necessary that two persons at least act together at the preparation of a valuation roll or of a supplementary roll.

8. It shall be the duty of the city assessor to determine according to law by whom and how shall be carried out the work assigned by law to the assessors, and everything done by one of his subordinates shall be deemed as having been done by the assessor.

9. The assessor may authorize one or several of his assistants to issue and to certify extracts from all the rolls prepared and drawn up in virtue of this act.

10. The norms of value which the assessor has adopted according to law for the valuation of the immoveables when he drew up the valuation roll shall be used afterwards, until the deposit of a new roll, for any entry made on this roll and for the supplementary rolls.

11. As from the date of the sanction of the present act, the chief assessor of the city shall become the city assessor, and the assessors and other employees of the assessors' department shall become members of the personnel of the assessment department.

Articles 21*m* and 21*o* and all the other provisions of the charter concerning the municipal employees shall apply to the city assessor and to the personnel of the assessment department."

12. Article 374 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"374. Before taking office, the assessor and the assistant-assessor shall subscribe the following oath of office before the mayor or city clerk:

"I, A. B., having been appointed assessor (or assistant-assessor) for the city of Montréal, do declare, under oath, that I will faithfully, impartially, honestly and diligently perform the duties of assessor (or assistant-assessor) according to law. So help me God."

Before taking office the members of the personnel of the assessment department of the city shall subscribe the following oath before the mayor or city clerk:

Carrying out work.

Extracts of rolls.

Norms of value.

Permutations.

Provisions to apply.

1899, c. 58, a. 374, replaced. Oaths required.

"Je, A. B., membre du personnel du service des estimations de la cité déclare sous serment que je remplirai les devoirs de ma charge suivant la loi, avec fidélité, impartialité, honnêteté et diligence. Ainsi Dieu me soit en aide."

"I, A. B., member of the personnel of the assessment department of the city of Montréal, do declare under oath, that I will faithfully, impartially, honestly and diligently perform the duties of my office according to law. So help me God."

Rôles
annulés.

13. a) Le rôle d'évaluation déposé le 1er décembre 1953, de même que le rôle supplémentaire déposé le 1er décembre 1954 et qui était destiné à en faire partie, sont annulés à toutes fins que de droit.

13. a. The valuation roll deposited on the 1st of December, 1953, together with the supplementary roll deposited on the 1st of December, 1954 and which was to be part thereof, are annulled to all intent and purposes.

Rolls an-
nulled.

Rôles
déclarés
légaux.

b) Le rôle d'évaluation en vigueur pour l'exercice financier 1953-54 et pour l'exercice financier 1954-55 suivant la résolution du conseil de la cité en date du 2 mars 1954 adopté en vertu de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 66, article 13, est déclaré être le rôle légal d'évaluation pour l'exercice financier 1955-56 avec toutes les modifications, changements et additions qui ont été faites et qui pourront y être faites selon la loi, et ce rôle est incontestable.

b. The valuation roll in force for the fiscal year 1953-54 and for the fiscal year 1954-55, according to the resolution of the city council dated the 2nd of March, 1954 adopted in virtue of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 66, section 13, is declared to be the legal valuation roll for the fiscal year 1955-56 with all the modifications, changes and additions made thereto and which shall be made thereto, according to law, and this roll shall not be contested.

Rolls
declared
legal.

Rôle sup-
plémentaire.

c) L'estimateur de la cité doit, d'ici le 1er août 1955, préparer et déposer un rôle supplémentaire comportant les changements, modifications et additions qui auraient été apportés au rôle déposé le 1er décembre 1950, s'il y avait eu, quant à ce dernier rôle, dépôt de rôles supplémentaires le 1er décembre 1953 et le 1er décembre 1954, et amendements à ces rôles supplémentaires jusqu'à la date de leur homologation, pour les cas prévus par les deux avant-derniers alinéas du sous-paragraphe 7 du paragraphe a de l'article 375, en indiquant en regard de chaque entrée le ou les exercices financiers auxquels ces changements, modifications et additions se rapportent.

c. The city assessor shall, between now and the 1st of August, 1955, prepare and deposit a supplementary roll including the changes, amendments and additions which would have been made to the roll deposited on the 1st of December, 1950, if respecting such latter roll, supplementary rolls had been deposited on the 1st of December, 1953, and the 1st of December, 1954, and amendments to such supplementary rolls until the date of their homologation, for the cases provided by the two penultimate paragraphs of sub-paragraph 7 of paragraph a of article 375, indicating opposite each entry the fiscal year or years to which are related such changes, amendments and additions.

Supple-
mentary
roll.

Délai
pour
plainte.

Ce rôle supplémentaire sera sujet à plainte durant une période de quinze jours à compter de l'avis de son dépôt. A l'expiration de ce délai, il sera transmis au directeur des finances et, excepté pour les parties contestées, il deviendra en vigueur, sans autre formalité, et obligatoire à l'égard de tous.

Such supplementary roll shall be subject to complaint during a period of fifteen days from the date of the notice of its deposit. On the expiry of such delay, it shall be transmitted to the director of finance and, except as to the parts contested, it shall come into force without any other formality, and shall be compulsory for all concerned.

Delay for
com-
plaint.

Correc-
tions.

Les rôles de contributions foncières et de taxes scolaires pour les exercices financiers 1954-55 et 1955-56 devront être corrigés en conséquence, et la cité devra faire les

The assessment rolls and the school tax rolls for the fiscal years 1954-55 and 1955-56 shall be corrected accordingly, and the city shall effect the remittances and collec-

Correc-
tions.

remises et les perceptions résultant de ces changements, modifications et additions.

Nouveau rôle.

d) L'estimateur de la cité doit, à compter de la sanction de la présente loi, préparer un nouveau rôle d'évaluation et le déposer le ou avant le 1er décembre 1955. Ce rôle constituera un nouveau rôle de trois ans aux termes du paragraphe a de l'article 375 de la charte, et il entrera en vigueur conformément à la loi.

1899,
c. 58,
a. 381,
rempl.

14. L'article 381 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 25-26 George V, chapitre 113, article 14, et 1 George VI, chapitre 103, article 56, et modifié par les lois 5 George VI, chapitre 73, article 41, et 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, article 18, est de nouveau remplacé par le suivant:

Plaintes par écrit.

"381. Toute plainte au sujet d'une entrée au rôle d'évaluation ou à l'un des rôles supplémentaires est faite par écrit.

Forme des plaintes.

Les plaintes relatives au rôle de perception des taxes reçues durant les délais légaux sont traitées de la façon suivante:

a) Les plaintes relatives à une estimation de la valeur locative ne dépassant pas mille dollars doivent être soumises, verbalement ou par écrit, à l'estimateur qui en disposera sommairement au moyen d'un certificat émis sous sa signature, lequel certificat devra être remis au directeur des finances, le ou avant le 1er août de la même année, s'il y a eu modification dans l'évaluation.

Tout contribuable intéressé aura droit de faire reviser cette décision de l'estimateur par le bureau de revision pourvu que, le ou avant le 15 du même mois, il dépose avec sa plainte au bureau de revision une copie du certificat que lui a remis l'estimateur.

b) Les plaintes relatives à une estimation de valeur locative dépassant mille dollars devront être soumises, par écrit, à l'estimateur de la cité et transmises par ce dernier au bureau de revision qui en disposera, après avoir entendu les parties selon les dispositions de la présente loi."

1899,
c. 58,
a. 382,
am.

15. L'article 382 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois

tions resulting from such changes, amendments and additions.

d. The city assessor shall, as from the date of sanction of the present act, prepare a new valuation roll and deposit it on or before the 1st of December, 1955. This roll shall constitute a new roll for three years according to the terms of paragraph a of article 375 of the charter, and it shall come into force in conformity with the law.

New roll.

14. Article 381 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the acts 25-26 George V, chapter 113, article 14, and 1 George VI, chapter 103, article 56, and amended by the acts 5 George VI, chapter 73, article 41, and 1-2 Elizabeth II, chapter 65, article 18, is again replaced by the following:

1899,
c. 58,
a. 381,
replaced.

"381. Any complaint pertaining to an entry on the valuation roll or on one of the supplementary rolls shall be made in writing.

Complaints in writing.

The complaints pertaining to the tax roll received during the legal delays, shall be treated in the following manner:

Form of complaints.

a. The complaints relating to an assessment of the rental value not exceeding one thousand dollars shall be submitted, orally or in writing to the assessor who shall deal summarily by means of a certificate issued under his signature which certificate shall be transmitted to the director of finance on or before the 1st of August of the same year if there has been changes in the valuation.

Any taxpayer concerned shall have the right to have the decision of the assessor revised by the revision board, provided that on or before 15th of the same month, he deposits together with his complaint at the revision board copy of the certificate given to him by the assessor.

b. The complaints relating to an assessment of rental value exceeding one thousand dollars shall be submitted, in writing, to the city assessor and transmitted by the latter to the board of revision which shall deal with it, after having heard the parties according to the provisions of the present act."

1899,
c. 58,
a. 382,
am.

15. Article 382 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the acts 25-26

25-26 George V, chapitre 113, article 15, et 1 George VI, chapitre 103, article 57, et modifié par les lois 2 George VI, chapitre 105, article 14; 3 George VI, chapitre 104, article 13, et 5 George VI, chapitre 73, article 42, est de nouveau modifié

- a) en biffant le paragraphe 14;
- b) en biffant le paragraphe 15;
- c) en ajoutant après le paragraphe 28,

les paragraphes suivants:

Exposé
des faits.

"28a. Sujet aux règles ordinaires de la preuve, le bureau peut requérir tout propriétaire ou contribuable qui a porté plainte ou au nom de qui cette plainte a été portée concernant l'évaluation foncière d'un immeuble ou sa valeur locative de lui fournir, par une déclaration sous serment selon une formule fournie et approuvée par ce bureau, un exposé des faits concernant l'évaluation contestée;

Comment
requis.

28b. Cette déclaration doit être requise par lettre recommandée signée par le secrétaire du bureau, soit de sa propre main, soit au moyen d'un cachet portant le fac-similé de sa signature et transmise à l'adresse du contribuable intéressé telle qu'inscrite au rôle d'évaluation ou de perception;

Décision.

28c. Sur production de cette déclaration qui fait partie de la preuve, le bureau peut étudier la plainte et rendre sa décision sans audition, avec le consentement écrit du contribuable intéressé;

Abandon
de plainte.

28d. Tout contribuable qui omet, refuse ou néglige de faire tenir dans le délai de trente jours de son envoi la déclaration ainsi demandée est considéré avoir abandonné sa plainte à moins qu'il n'en ait été empêché par force majeure ou pour d'autres raisons jugées valables par le bureau de revision, auquel il devra cependant soumettre ces raisons dans les soixante jours de la date de l'envoi de la formule de déclaration mentionnée aux paragraphes 28a et 28b qui précèdent."

1899,
c. 58,
a. 384,
remp.

16. L'article 384 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 25-26 George V, chapitre 113, article 17, et George VI, chapitre 103, article 59, et amendé par la loi 14-15 George VI, chapitre 72, article 15, est de nouveau remplacé par l'article suivant:

George V, chapitre 113, article 15, and 1 George VI, chapter 103, article 57, and amended by the acts 2 George VI, chapter 105, article 14; 3 George VI, chapter 104, article 13, and 5 George VI, chapter 73, article 42, is further amended

- a. by striking out paragraph 14;
- b. by striking out paragraph 15;
- c. by adding after paragraph 28, the

following paragraphs:

"28a. Subject to the ordinary rules of evidence, the board may request any proprietor or taxpayer who has registered a complaint or on whose behalf this complaint has been registered concerning the real estate assessment or its rental value to supply by sworn statement according to a form supplied and approved by this board, an exposé of facts concerning the contested valuation;

Exposé
of facts.

28b. This statement must be required by registered mail signed by the secretary of the board, either by his own hand or by means of a stamp bearing the fac-similé of his signature and transmitted to the address of the taxpayer concerned as entered on the valuation roll or collection roll;

How
required.

28c. Upon production of such statement which forms part of the proof, the board may study the complaint and render its decision without hearing, upon the consent in writing of the taxpayer concerned;

Decision.

28d. Any proprietor or taxpayer who omits, refuses or neglects to send within the delay of thirty days of its issue the statement so required shall be considered as having desisted himself from his complaint unless he has been prevented to do so by main force or for other reasons deemed valid by the board of revision to which he must however submit such reasons within sixty days of the date of issue of the form of declaration mentioned in the preceding paragraph 28a and 28b."

Com-
plaint
aban-
doned.

16. Article 384 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the acts 25-26 George V, chapter 113, article 17, and 1 George VI, chapter 103, article 59, and amended by the act 14-15 George VI, chapter 72, article 15, is again replaced by the following article:

1899,
c. 58,
a. 384,
replaced.

Appel des
décisions
du bu-
reau.

"384. Il y a appel de la décision rendue par le bureau de révision au sujet d'une entrée au rôle d'évaluation ou au rôle de perception de taxes à la Cour de magistrat par requête sommaire, soit en terme, soit en vacances, dans le délai de dix jours à compter de cette décision. Cette requête devra être signifiée à l'autre partie durant les heures ordinaires et suivant les règles du Code de procédure civile pour les brefs d'assignation en matières ordinaires.

Pièces
trans-
mises au
juge.

Dans le cas d'appel, tout juge de la Cour de magistrat peut ordonner qu'une copie du dossier, comprenant copies du certificat d'estimation et des pièces y annexées, des procédures du bureau de révision ainsi que de la plainte elle-même, lui soient transmises et, après les avoir reçues et avoir entendu les parties, soit personnellement, soit par procureur, mais sans enquête, il doit procéder à réviser l'estimation qui lui est soumise et à rendre tout jugement que de droit.

Appel.

Nonobstant l'article 46 de la Loi des recours judiciaires en matières municipales et scolaires, sanctionnée le quatorze février 1951, il y a appel de cette décision de la Cour de magistrat à la Cour du Banc de la Reine lorsque le montant contesté de l'évaluation de la propriété en cause excède cinq mille dollars ou lorsque le montant contesté de la valeur locative sous examen excède mille dollars."

1951-52,
c. 65, a. 9,
am.

17. L'article 9 de la loi 15-16 George VI, chapitre 65, tel que modifié par l'article 35 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, et l'article 12 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 66, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Taxe non
affectée.

"Entre la date de l'adoption de la présente loi et le 30 avril 1956, dans toute municipalité située dans l'île de Montréal,

a) le taux de la taxe sur les propriétaires de véhicules automobiles dont ceux-ci se servent pour exercer le métier de cocher, roulier public ou pour fins de location, ne devra pas être augmenté;

b) le nombre de permis de taxis en opération à date dans chacune de ces municipi-

"384. An appeal shall lie from any decision rendered by the board of revision in respect of any entry on the valuation roll, or the collection roll, before the Magistrate's Court by summary petition, in term or in vacation, within a delay of ten days from such decision. Such petition must be served upon the other party during the usual hours and according to the rules of the Code of Civil Procedure for writs of summons in ordinary matters.

Appeal
from
decisions
of the
board.

In the case of appeal, any judge of the Magistrate's Court may order that a copy of the record including copies of the valuation certificate and of the documents annexed thereto, of the proceedings of the board of revision as well as of the complaint itself, be delivered to him, and after having heard the parties, either in person or by attorney, but without inquiry, he must proceed with the revision of the valuation submitted to him and with rendering of such judgment as to law and justice shall appertain.

Docu-
ments
delivered
to the
judge.

Notwithstanding section 46 of the Municipal and School Matters Judicial Recourses Act, assented to the fourteenth of February, 1951, an appeal shall lie from such decision of the Magistrate's Court to the Court of Queen's Bench, when the amount of valuation contested for the property concerned exceeds five thousand dollars or when the amount of the rental value contested and under examination exceeds one thousand dollars."

Appeal.

17. Article 9 of the act 15-16 George VI, chapter 65, amended by article 35 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 65, and article 12 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 66, is further amended by replacing the last paragraph by the following:

1951-52,
c. 65, a. 9,
am.

"Between the date of adoption of this act and the 30th of April, 1956, in every municipality situated in the Island of Montréal,

Tax not
affected

a. the rate of the tax on owners of motor vehicles used by them to carry out the trade of hackmen or public carrier or for hiring purposes, shall not be increased;

b. the number of permits for taxis in operation shall not be increased during

palités ne devra pas être augmenté pendant la même période." the same period."

1899,
c. 58,
a. 468,
am.

18. L'article 468 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par les lois 1 George V (1911), chapitre 60, section 26; 22 George V, chapitre 105, section 34; 1 George VI, chapitre 103, section 63; 5 George VI, chapitre 73, section 53; 6 George VI, chapitre 72, section 11, et 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, section 26, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le dernier alinéa du paragraphe 3a, les alinéas suivants:

Occupant
expulsé
libéré de
la taxe
d'eau.

"Tout occupant d'un local, exproprié par la cité qui est forcé d'évacuer les lieux du fait de telle expropriation, après la date où la cité en est devenue propriétaire par prise de possession préalable ou autrement, est libéré du paiement de la taxe d'eau quant à ce local, pour la proportion à courir de l'exercice financier en cours, à compter de la date où il a définitivement évacué les lieux. S'il a, à cette date, déjà payé la taxe pour l'exercice financier entier, il a droit à un remboursement proportionnel ou aux avantages prévus par le paragraphe 3a au cas où il occuperait un autre local sujet à la taxe d'eau au cours du reste de l'exercice financier.

Proprié-
taire
cotisé.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également au propriétaire cotisé personnellement ou qui doit, en vertu d'une stipulation de son bail, payer cette taxe d'eau pour son locataire cotisé."

1899,
c. 58,
a. 476,
rempl.

19. L'article 476 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par l'article 27 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, est de nouveau remplacé par le suivant:

Juges mu-
nicipaux.

"476. Il y a au plus dix juges municipaux pour la cité de Montréal et une cour d'archives appelée "Cour municipale de la cité de Montréal", laquelle est présidée par l'un de ces juges municipaux et possède un sceau.

Lieu des
séances.

Ladite cour tient ses séances à l'hôtel de ville ou en tout autre endroit que le conseil a désigné ou désignera.

18. Article 468 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 1 George V (1911), chapter 60, section 26; 22 George V, chapter 105, section 34; 1 George VI, chapter 103, section 63; 5 George VI, chapter 73, section 53; 6 George VI, chapter 72, section 11, and 1-2 Elizabeth II, chapter 65, section 26, is further amended by adding thereto, after the last sub-paragraph of paragraph 3a, the following sub-paragraphs:

1899,
c. 58,
a. 468,
am.

"Any occupant of premises expropriated by the city who is obliged to evacuate the premises due to the fact of such expropriation, after the date when the city has become owner thereof through prior possession or otherwise, is freed from the payment of the water tax concerning the property for the proportion to run of the fiscal year in course, as of the date when such person definitely evacuated the premises. If such person has on that date already paid the tax for the whole fiscal year, he shall have the right to a proportional reimbursement or to the advantages provided by paragraph 3a if he occupies other premises subject to the water tax in the course of the remainder of the fiscal year.

Expulsed
occupant
freed
from
water tax.

The provisions of the preceding sub-paragraph also apply to the owner personally taxed or who must in virtue of a stipulation in his lease pay this water tax for his assessed tenant."

Taxed
owner.

19. Article 476 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by article 27 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 65, is again replaced by the following:

1899,
c. 58,
a. 476,
replaced.

"476. There are at most ten municipal judges for the city of Montréal and a court of record to be called "The Municipal Court of the city of Montréal", which shall be presided over by one of the municipal judges and which has an official seal.

Municipal
judges.

The said court shall hold its sittings in the city hall, or in any such other place as the council has determined or shall determine.

Place of
sittings.

Séances.

Elle peut siéger chaque jour non férié et simultanément en plusieurs divisions, dont chacune est présidée par un de ces juges municipaux."

1899,
c. 58,
a. 477,
am.

20. L'article 477 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, remplacé par l'article 42 de la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, et l'article 27 de la loi 1 George V (1911), chapitre 60, et modifié par l'article 21 de la loi 2 George V, chapitre 56; l'article 41 de la loi 8 George V, chapitre 84; l'article 7 de la loi 11 George V, chapitre 111; l'article 18 de la loi 18 George V, chapitre 97; l'article 33 de la loi 23 George V, chapitre 123; l'article 18 de la loi 24 George V, chapitre 88, et l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 56, tel que modifié par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, article 28, est de nouveau modifié, en ajoutant à la fin de cet article l'alinéa suivant:

Indemnité
pour dé-
penses.

"La cité afin d'indemniser les juges de la Cour municipale, y compris le juge en chef, des dépenses encourues par eux dans l'exercice de leurs fonctions, versera annuellement à chacun d'eux, une somme de mille dollars en sus de leur traitement."

1899,
c. 58,
a. 528,
rempl.

21. L'article 528 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 1 George V, chapitre 60, article 29, et 19 George V, chapitre 97, article 29, est de nouveau remplacé par le suivant:

Signature
des certi-
ficats.

"**528.** Le greffier, le trésorier, l'inspecteur de la cité, le président et le secrétaire du bureau de revision et l'estimateur peuvent respectivement signer les certificats, les avis et la liste électorale qu'ils sont tenus de donner ou de signer en vertu de la présente loi, au moyen d'un cachet portant le facsimilé de leur signature, lequel a été au préalable approuvé par le comité exécutif et est exclusivement consacré à cet usage. L'apposition de ce cachet est à toutes fins que de droit aussi valide que si ces officiers avaient signé de leur propre main.

Idem.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédant le certificat émis en vertu des dispositions de l'article 11 de la loi 4 George VI, chapitre 75, doit être signé par l'estimateur de sa propre main."

It may sit on all juridical days, and simultaneously in several divisions, each one of which shall be presided over by one of these municipal judges."

Sittings.

20. Article 477 of the act 62 Victoria, chapter 58, replaced by article 42 of the act 7 Edward VII, chapter 63, and article 27 of the act 1 George V (1911), chapter 60, and amended by article 21 of the act 2 George V, chapter 56; article 41 of the act 8 George V, chapter 84; article 7 of the act 11 George V, chapter 111; article 18 of the act 18 George V, chapter 97; article 33 of the act 23 George V, chapter 123; article 18 of the act 24 George V, chapter 88, and article 1 of the act 10 George VI, chapter 56, as amended by the act 1-2 Elizabeth II, chapter 65, article 28, is further amended by adding at the end of this article the following paragraph:

"The city, in order to indemnify the judges of the Municipal Court, including the chief judge for the expenses incurred by them in the performance of their duties, shall pay to each of them annually, a sum of one thousand dollars in addition to their salary."

Indem-
nity for
expenses.

21. Article 528 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the acts 1 George V, chapter 60, article 29, and 19 George V, chapter 97, article 29, is again replaced by the following:

"**528.** The city clerk, the city treasurer, the city surveyor, the chairman and the secretary of the board of revision and the assessor may respectively affix their signature to the certificates, notices and voters' list which they are requested to give or sign under this act, by stamping such signature thereon with a stamp to be used exclusively for that purpose after having been approved by the executive committee. The signature so affixed and stamped shall be, to all intents and purposes, as valid as if in the handwriting of these officers.

Signature
of certi-
ficates.

Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, the certificate issued in virtue of the provisions of article 11 of the act 4 George VI, chapter 75, shall be signed by the assessor by his own hand."

Idem.

1899,
c. 58,
a. 536c,
remp.

22. L'article 536c de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 3 George VI, chapitre 104, article 19, est remplacé par l'article suivant:

Preuve
requis.

"536c. Pour réussir dans une action en dommages-intérêts contre la cité par suite d'inondation dans un immeuble construit après le 28 avril 1939, le demandeur doit alléguer et prouver qu'au moment de l'inondation, des soupapes de sûreté d'un modèle approuvé par la Régie des services publics de Québec étaient installées selon les règles de l'art, en vue de prévenir le refoulement des eaux d'égouts de la cité, dans la cave ou sous-sol de tel immeuble."

1899,
c. 58,
a. 536d,
remp.

23. L'article 536d de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 5 George VI, chapitre 73, article 54, est de nouveau remplacé par le suivant:

Domma-
ges causés
à un
véhicule.

"536d. Si la réclamation est pour dommages causés à un véhicule, le réclamant doit également faire tenir, par lettre recommandée, un avis à la cité lui accordant au moins quarante-huit heures pour en faire faire l'examen, les réparations ne pouvant être commencées ni le véhicule vendu avant l'expiration de ce délai, sans excuse légitime, le tout sous peine de déchéance de son droit d'action."

Acquisi-
tions dé-
clarées
légal.

24. En ce qui concerne l'acquisition par la cité d'étendues de terrains ou d'immeubles supérieures ou excédant le terrain nécessaire à l'assiette de la rue, est déclarée valide et légale à toutes fins que de droit l'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation de la cité, en vue du prolongement vers l'ouest de la rue Jarry et de l'élargissement de l'avenue Blair, et également en vue du prolongement de la rue Jarry, à l'ouest de la rue Boyer et de l'élargissement de la rue Suzor-Côté, à l'ouest de l'avenue de Lorimier, de tous les immeubles ou parties d'immeubles indiqués sur les plans d'expropriation J-44 Saint-Denis et J-60 Saint-Denis.

Prolonge-
ment non
requis.

La cité n'est cependant pas tenue d'utiliser pour le prolongement de la rue Jarry, à l'est de la rue Boyer ou pour l'élargissement de la rue Suzor-Côté à l'ouest de l'avenue de Lorimier, les immeubles ou

22. Article 536c of the act 62 Victoria, chapter 58, as ordained by the act 3 George VI, chapter 104, article 19, is replaced by the following article:

1899,
c. 58,
a. 536c,
replaced.

"536c. To succeed in an action for damages against the city following the flooding of a building erected after 28th April, 1939, the petitioner must plead and prove that when the flood occurred, safety valves of a type approved by the Quebec Public Service Board were installed according to the rules of the art, in order to prevent backing up of the waters from the sewers of the city in the cellar or basement of such building."

Proof
required.

23. Article 536d of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 5 George VI, chapter 73, article 54, is again replaced by the following:

1899,
c. 58,
a. 536d,
replaced.

"536d. If the claim be for damage caused to a vehicle, the claimant shall likewise give to the city, by registered mail, a notice allowing it at least forty-eight hours in which to examine such vehicle, and no repairs shall be commenced nor the vehicle be sold, prior to the expiry of such delay, without reasonable excuse, the whole on pain of forfeiture of his right of action."

Damage
to a
vehicle.

24. With respect to the acquisition by the city of strips of land or immovables larger or exceeding the land necessary for the bed of the road, the acquisition by mutual agreement or by expropriation by the city for the extension of Jarry Street in a westerly direction and for the widening of Blair Avenue, and also for the extension of Jarry Street, east of Boyer Street and for the widening of Suzor-Côté Street, west of de Lorimier Avenue, of all immovables or part of immovables shown on plans J-44 St. Denis and J-60 St. Denis, is declared valid and legal to all intents and legal purposes.

Acquisi-
tions
declared
legal.

However, the city shall not be held to make use, for the extension of Jarry Street, east of Boyer Street, or for the widening of Suzor-Côté Street, west of de Lorimier Avenue, of certain immovables

Extension
not re-
quired.

parties d'immeubles indiqués comme non requis pour telles fins sur le plan J-71 Saint-Denis, daté du 27 octobre 1954, portant la signature du directeur du service des travaux publics de la cité et déposé dans ses bureaux.

Immeu-
bles dé-
clarés
riverains.

Les immeubles ou parties d'immeubles ainsi indiqués comme non requis pour le prolongement de la rue Jarry à l'est de la rue Boyer ainsi que pour l'élargissement de la rue Suzor-Côté à l'ouest de l'avenue de Lorimier sont déclarés, à toutes fins que de droit, riverains de la rue projetée et assujettis au paiement de quinze pour cent du coût de l'expropriation déclarée par la cité payable par les propriétaires d'immeubles riverains. Ils sont de plus déclarés résidus de terrains expropriés, et la cité peut les traiter et en disposer comme tels, suivant les prescriptions des lois qui la régissent.

or parts of immoveables expropriated, shown as not required for such purposes on plan number J-71 St. Denis dated October 27th, 1954, bearing the signature of the director of the public works department of the city and deposited in his offices.

The immoveables or parts of immoveables so indicated as not required for the proposed extension of Jarry Street, east of Boyer Street, and for the widening of Suzor-Côté Street, west of de Lorimier Avenue, are declared for all legal purposes, as bordering said Jarry and Suzor-Côté Streets and are subject to the payment of fifteen per cent of the cost of the expropriation declared by the city payable by the proprietors of bordering immoveables. They are moreover declared residues of expropriated land, and the city may consider and dispose of them as such, according to the provisions of the acts governing it.

Immove-
ables
declared
bordering.

Vente
autorisée.

25. La cité de Montréal est autorisée à vendre, suivant les dispositions de sa charte, le lot numéro 148-3059 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, lequel lot, étant une lisière de terrain s'étendant en direction nord-est de la rue Montgomery aux voies du chemin de fer Canadien du Pacifique, qui a été cédé, avec d'autres lots, à la cité de Montréal par la succession Henry Hogan, le treize juillet mil neuf cent six, par acte de cession reçu devant Me R. A. Dunton, notaire, sous le numéro 25,090 de son répertoire, pour l'ouverture de la rue Rachel; ladite lisière de terrain, bien qu'acquise en vue de l'ouverture de la rue Rachel, n'étant plus requise pour cette fin.

25. The city of Montréal is authorized to sell, according to the provisions of its charter, lot number 148-3059, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, which lot, being a strip of land extending in a north-easterly direction from Montgomery Street, to the Canadian Pacific Railway tracks, which has been ceded, with other lots, to the city of Montréal by the estate Henry Hogan, on 13th of July one thousand nine hundred and six, by deed of cession received before Me R. A. Dunton, notary, under number 25,090 of his repertory, for the opening of Rachel Street; the said strip of land, although acquired in view of the opening of Rachel Street, not being required any more for such purpose.

Sale au-
thorized.

Actes
validés.

26. Sont déclarés valides et légaux à toutes fins que de droit les actes suivants:

a) un acte de vente par la cité de Montréal à B. Plotnick d'une partie du lot numéro 18-407 (rue Charlemagne, entre la rue Rouen et les voies des chemins de fer nationaux), reçu devant Me S. Senzilet, notaire, le 25 janvier 1955, sous le numéro 4,435 de ses minutes;

b) un acte de vente par la cité de Montréal à H. Salinsky d'une partie du lot numéro 17-364 et d'une autre partie du

26. Are declared valid and legal to all intents and purposes the following deeds:

a. a deed of sale by the city of Montréal to B. Plotnick of part of lot number 18-407 (Charlemagne Street, between Rouen Street and the tracks of the Canadian National Railways) received before Me S. Senzilet, notary, on the 25th of January, 1955, under number 4,435 of his minutes;

b. a deed of sale by the city of Montréal to H. Salinsky of part of lot number 17-364 and of another part of lot number 18-407

Deeds
validated.

lot numéro 18-407 (rue Charlemagne, entre la rue Rouen et les voies des chemins de fer nationaux), reçu devant Me S. Senzilet, notaire, le 25 janvier 1955, sous le numéro 4,436 de ses minutes.

(Charlemagne Street, between Rouen Street and the tracks of the Canadian National Railways) received before Me S. Senzilet, notary, on the 25th of January, 1955, under number 4,436 of his minutes.

Valida-
tion.

27. En ce qui concerne l'irrégularité dans les avis de vente, sont déclarées légales et valides à toutes fins que de droit les adjudications et ventes pour taxes faites par la Commission municipale de Québec des lots suivants annoncés et vendus contre la succession de feu Pierre Desforges:

27. With respect to the irregularity in the notices of sale, are declared valid and legal to all intents and purposes the adjudication and sales for taxes made by the Quebec Municipal Commission of the following properties advertised and sold against the estate of the late Pierre Desforges:

Date de la vente	Cédule numéro	Cadastre	No de sub- division	Location	Adjudicataire
Date of sale	Schedule number	Cadastre	No. sub- division	Site	Purchaser
15-9-1941	412201	Paroisse de Parish of Montréal	3617-381	Lot d'Aragon	Cité City
"	412204	"	3617-384	"	"

Idem.

28. En ce qui concerne l'irrégularité dans les avis de vente, est ratifié, à toutes fins que de droit, et déclaré valide et légal le contrat de vente consenti par le shérif du district de Montréal à la cité de Montréal, en date du 11 juin 1940, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal le 25 du même mois, sous le numéro 478,842, et concernant une ferme située dans le quartier Ahuntsic, composé d'une partie du lot numéro 289 et d'une partie du lot numéro 290 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

28. As regards the irregularity in the notices of sale, is hereby ratified to all intents and purposes, and declared valid and legal the deed of sale assented to by the sheriff of the district of Montreal, dated 11th of June, 1940, registered at the office of the registration division of Montréal on the 25th of the same month, under number 478,842, and concerning a farm located in Ahuntsic Ward, composed of part of lot number 289 and of part of lot number 290 of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet.

Dépôt du
budget.

29. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le budget de la cité pour l'exercice financier 1955-1956 pourra être valablement déposé au bureau du greffier le ou avant le 2 mars 1955. Ce budget deviendra automatiquement en vigueur trente jours à compter de la date de son dépôt, si le conseil ne l'a pas adopté avant l'expiration dudit délai de trente jours.

29. Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the budget of the city for the fiscal year 1955-1956 may be lawfully deposited with the clerk's office on or prior to the 2nd of March, 1955. Such budget shall *ipso facto* come into force thirty days from the date of its deposit if the council has not adopted it prior to the expiration of the said delay of thirty days.

Effet.

Tout ce qui doit être fait en relation avec ce budget devra être fait en tenant compte de ces changements de dates.

Anything which must be done in connection with such budget shall be done taking into account such changes of dates.

Effet. Le présent article a son effet à compter du 14 février 1955.

This section shall have effect on and after the 14th of February, 1955.

Paiement autorisé. **30.** Nonobstant toute disposition à ce contraire, la cité est autorisée à payer, par résolution du comité exécutif, à même le revenu réel de l'exercice courant (1954-1955), tel qu'estimé par le directeur des finances, un montant n'excédant pas un million quatre cent mille dollars, pour rencontrer les dépenses additionnelles qui lui sont occasionnées pour ledit exercice par l'augmentation imprévue du coût d'hospitalisation, de séjour et d'entretien des indigents dans les institutions d'assistance publique.

30. Notwithstanding any provision to the contrary, the city is authorized to pay, by resolution of its executive committee, out of the real revenue of the current fiscal year (1954-1955), as estimated by the director of finance, an amount not exceeding one million four hundred thousand dollars to meet the additional expenditures occasioned to the city during the said fiscal year by the unforeseen increase of the cost of the treatment, lodging and maintenance of the indigent persons in the public charitable institutions.

Vente validée. **31.** La vente intervenue le 2 juin 1954, entre la cité de Montréal à titre de vendeuse et Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) à titre d'acheteuse, avec conditions que mentionne le projet d'acte de vente préparé par le notaire de la cité, accepté par résolution du comité exécutif de la cité le 28 mai 1954 et ratifié par résolution au conseil de ladite cité le 2 juin 1954, d'un emplacement composé des lots 838-P 44 et 839-P 63 du cadastre du quartier Saint-Jacques, situé entre les rues Ontario et DeMontigny, la ruelle Savoie et la rue Berri, d'une superficie totale de cent soixante-dix mille huit cent vingt-cinq pieds carrés et tel que montré par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, Q, R, S, O et P, sur le plan B-61, Saint-Jacques annexé audit projet, est ratifiée et déclarée parfaite, valide et légale à toutes fins que de droit.

31. The sale intervened on June 2nd, 1954, between the city of Montréal as vendor and Le Palais du Commerce Incorporated (Show-Mart Incorporated) as purchaser, under the conditions mentioned in the draft deed of sale prepared by the notary of the city, accepted by resolution of the executive committee of the city on May 28th, 1954 and ratified by resolution at the council of the said city on June 2nd, 1954, of a site composed of lots 838-P 44 and 839-P 63 of the cadastre of St. James Ward, located between Ontario and DeMontigny Streets, Savoie Lane and Berri Street, having a total surface of one hundred seventy thousand eight hundred twenty-five square feet and as shown by the letters A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, Q, R, S, O and P, on plan B-61, St. James annexed to the said draft, is ratified and declared complete, valid and legal for all legal purposes.

Propriété confirmée. Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) est déclaré propriétaire de l'emplacement composé des lots 838-P 44 et 839-P 63 du cadastre du quartier Saint-Jacques, situé entre les rues Ontario et DeMontigny, la ruelle Savoie et la rue Berri, d'une superficie totale de cent soixante-dix mille huit cent vingt-cinq pieds carrés et tel que montré par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, Q, R, S, O et P, sur le plan B-61 Saint-Jacques annexé au projet.

Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) is declared owner of the site composed of lots 838-P 44 and 839-P 63 of the cadastre of St. James Ward, located between Ontario and DeMontigny Streets, Savoie Lane and Berri Street, having a total surface of one hundred seventy thousand eight hundred twenty-five square feet and as shown by the letters A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, Q, R, S, O and P, on plan B-61 St. James annexed to the draft.

Bail annulé. Le bail emphytéotique passé entre la cité de Montréal et Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated)

The emphyteutic lease passed between the city of Montréal and Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated)

rated) le 2 août 1950 devant Me Louis-Auguste Marchessault, sous le numéro 9,112 de son répertoire et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal sous le numéro 847,876 est annulé à toutes fins que de droit.

Obliga-
tion.

La cité de Montréal et Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) sont tenus de signer ledit projet d'acte et de remplir les conditions y stipulées.

Sous-baux
annulés.

Tout sous-bail de la lisière de terrain comprise dans ledit bail emphytéotique et non comprise dans ladite vente, et destinée à l'élargissement de la ruelle Savoie, est annulé, et Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) paiera à tout sous-locataire, les dommages que la cité de Montréal elle-même aurait à payer à tel sous-locataire, en vertu de sa charte, dans le cas d'expropriation.

Préfé-
rence.

32. Les droits et privilèges que consentira la compagnie du Marché Central Métropolitain Ltée en faveur de ses créanciers, conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi des compagnies de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276), auront la préférence sur les droits et privilèges stipulés en faveur de la cité dans l'acte de cession intervenu entre celle-ci et la compagnie, le 18 juin 1953, sous le numéro 11,573 des minutes du notaire L.-A. Marchessault, ou qui pourront être stipulés en sa faveur dans tous actes de cessions subséquentes, à condition que les deniers ainsi garantis par la compagnie n'excèdent pas trois millions de dollars et soient empruntés et employés exclusivement pour fins de construction et d'aménagement immobilier de son marché central de gros de produits agricoles seulement.

Idem.

En cas de mise en liquidation volontaire ou forcée de la compagnie, soit en vertu de la Loi des compagnies de Québec, soit en vertu des Lois de faillite ou de liquidation (Winding up) du Canada, la cité pourra, afin de protéger ses intérêts, assumer les obligations et dettes de la compagnie qui auront été contractées, garanties et employées, conformément aux dispositions précédentes, pour fins de construction du marché central de gros de produits agricoles, les acquitter et se faire

porated) on August 2nd, 1950 before Me Louis Auguste Marchessault under number 9,112 of his minutes and registered at the registry office of the division of Montréal under number 847,876 is annulled for all legal purposes.

The city of Montréal and Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) are bound to sign the said draft deed to fulfill the conditions stipulated therein.

Obliga-
tion.

Any sub-lease of the strip of land included in the said emphyteutic lease and not included in the said sale, and intended to the widening of Savoie Lane, is annulled, and Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) will pay to any sub-tenant, the damages which the city of Montréal itself would have to pay to such sub-tenant, under its charter in the event of expropriation.

Sub-
leases
annulled.

Prece-
dence.

32. The rights and privileges consented by the Metropolitan Central Market Company Limited in favour of its creditors, in accordance with the provisions of section 74 of the Quebec Companies Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276), shall have precedence over the rights and privileges stipulated in favour of the city in the transfer deed passed between the latter and the company on the 18th of June 1953, under number 11,573 of the minutes of L. A. Marchessault, notary, or which may be stipulated in its favour in any subsequent transfer deeds, on condition that the moneys so guaranteed by the company shall not exceed three million dollars and have been borrowed and used exclusively for purposes of construction of its wholesale central market for farm products only.

In the event of voluntary or compulsory winding up of the company, either under the Quebec Companies Act or the Bankruptcy or Winding up Acts of Canada, the city may, in order to safeguard its interests, assume the company's obligations and debts which have been contracted and guaranteed in accordance with the preceding provisions for purposes of construction of the wholesale central market for farm products, discharge the same and enter into all the rights and privileges

subroger dans tous les droits et privilèges de the creditors so guaranteed.

Acquisition
par
la cité.

Advenant que les immeubles de la compagnie soient vendus aux enchères publiques, le comité exécutif pourra désigner le directeur des finances ou toute autre personne pour enchérir ou acquérir au nom de la cité les immeubles ainsi offerts en vente, afin de protéger ses intérêts, et la cité pourra par la suite les exploiter elle-même ou les céder à toute autre personne, société ou corporation qui les utilisera pour fins de marché central de gros de produits agricoles.

Should the company's immoveables be sold at public auction, the executive committee may appoint the director of finance or any other person to bid or purchase on behalf of the city the immoveables so offered on sale, in order to safeguard its interests, and the city may thereafter operate them itself or cede them to any other person, firm or corporation who or which shall use them for the purposes of wholesale central market for farm products.

Acquisition
by
city.

Pension
dérivée.

33. Nonobstant toute disposition incompatible de toute loi générale ou spéciale, la cité de Montréal paiera, à toute personne qui a occupé ou qui occupera la charge de président du comité exécutif de ladite cité pendant au moins douze ans, une pension annuelle et incessible de dix mille dollars, sa vie durant, sauf toutefois pendant toute période où elle occuperait de nouveau cette charge. Ladite pension sera payable d'avance, par versements mensuels égaux, le premier de chaque mois, à partir du premier mois suivant la date de la sanction de la présente loi dans le cas de toute personne y ayant alors droit et à partir du premier mois suivant la fin de l'exercice de ladite charge quant à toute personne qui pourra y avoir droit par la suite.

33. Notwithstanding any incompatible provision of any general or special law, the city of Montréal shall pay, to every person who has filled or who will fill the office of chairman of the executive committee of the said city for at least twelve years, an annual pension, not transferable, of ten thousand dollars, during his lifetime, except however during any period of time during which such person would again fill this office. The said pension shall be payable in advance, by equal monthly instalments, the first of each month, beginning the first month following the date of the sanction of the this act in the case of any person then entitled thereto and beginning the first month following the cessation of the exercise of the said office as to any person who may thereafter become entitled to it.

Pension
decreed.

Certificat
du direc-
teur des
finances.

34. Sur demande de toute personne ayant droit, en vertu de quelque disposition législative, à une pension payable par la cité de Montréal, le greffier de ladite cité devra faire tenir au directeur des finances de celle-ci un certificat attestant la durée de toute période pendant laquelle cette personne a occupé la charge à laquelle une telle pension est attachée, en indiquant la date du début et de la fin de telle période, et, s'il apparaît à ce certificat que la personne concernée a rempli sa charge pendant le temps requis par la loi, le directeur des finances de ladite cité devra lui payer les versements de pension prévus par la loi, nonobstant toute disposition législative au contraire.

34. On request by any person being entitled, by virtue of any legislative provision, to a pension payable by the city of Montréal, the clerk of the said city shall deliver to the director of finance thereof a certificate attesting the duration of every period of time during which such person has filled the office to which such pension is attached and mentioning the date of the beginning and of the end of such period, and, if it appears from this certificate that the person concerned has filled his office during the time required by the law, the director of finance of the said city shall pay to him the pension instalments provided by the law, notwithstanding any legislative provision to the contrary.

Certifi-
cate of
director of
finance.

Applica-
tion.

La présente disposition s'applique au cas de toute personne ayant rempli la charge de maire, celle de président du comité exécutif ou toute autre charge de la cité de Montréal et ayant droit à une telle pension, à l'exception des personnes qui bénéficient d'un fonds de pension institué pour les employés de ladite cité.

The present provision shall apply to the case of any person having filled the office of mayor, that of chairman of the executive committee or any other office of the city of Montréal and being entitled to such a pension, with the exception of persons who benefit from a pension fund instituted for the employees of the said city.

Applica-
tion.

Entrée en
vigueur.

35. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

35. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.